

Petit guide
de résistance
à l'Europe austéritaire



**“Nous ne
sommes pas
des marchandises
dans les mains
des banquiers
ou politiciens”**

disaient les *Indignados* espagnols

**“Nous sommes là
pour nous battre
pour nos vies
et notre futur”**

répondait, comme en écho,
le manifeste des Indigné.e.s
de la place Syntagma

Depuis l'éclatement de la crise, les gouvernements européens et la Troïka – la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international – mettent en œuvre des coupes budgétaires dans les programmes sociaux (austérité) et des politiques au service des multinationales et investisseurs privés (compétitivité).

Mais ces mesures suscitent de fortes résistances sociales dans de nombreux pays européens.

Le rouleau compresseur des mesures d'austérité et de compétitivité est placé sous le signe de TINA, le surnom de Margaret Thatcher : *There Is No Alternative* ("il n'y a pas d'alternative"). Ainsi, partout en Europe, les gouvernements issus de la droite ou de la gauche appliquent le même programme, inévitablement présenté comme "douloureux mais nécessaire". Et ce alors même que ses résultats sont catastrophiques : aggravation du chômage, de la crise économique, tensions sociales... et retour en force de l'extrême-droite.

Pourtant, des alternatives existent. Des mouvements sociaux se lèvent dans les pays les plus touchés par la crise. Ils contestent les privatisations, les reculs sociaux, la mise en pièce de la société et de la nature. Ces luttes, qui tentent de se coordonner au plan européen, se multiplient et dessinent d'autres projets de société, mettant les besoins écologiques et sociaux de tou.te.s avant les profits d'une minorité.

Attac vous propose, dans ce petit guide, une revue des enjeux des politiques menées en Europe, ainsi que des luttes et alternatives qui s'y développent. Nous en sommes persuadé.e.s : les mouvements de résistance à l'offensive néolibérale en cours en Europe peuvent rassembler et inverser la tendance.

Quand la compétitivité
intoxique la société.



La “compétitivité” est devenue l’unique horizon des politiques publiques pour les gouvernements européens. Elle promettrait des lendemains meilleurs en stimulant la croissance économique et l’emploi. Le principe est simple : dans un contexte de libre-circulation des capitaux, les économies européennes sont en concurrence pour attirer investisseurs et entreprises.

Pour maintenir des niveaux d’emploi et de croissance élevés, les gouvernements n’auraient qu’une seule alternative : se plier au bon-vouloir des marchés. Fiscalité aux petits soins, normes environnementales au rabais, exonérations de cotisations patronales, droits sociaux à la baisse, privatisations... Un véritable dumping social et environnemental qui coûte cher à la collectivité.

Bien sûr, il ne serait pas “compétitif” de faire payer la facture aux employeurs ou aux plus riches (de potentiels investisseurs...) : ce sont donc les couches moyennes ou populaires qui sont mises à contribution à travers l’augmentation des taxes sur la consommation comme la TVA. Partout en Europe la fiscalité sur les entreprises est allégée au détriment des ménages.

“Compétitivité” oblige, on taxe moins les facteurs dits mobiles (le capital, les revenus les plus élevés) et davantage les classes populaires et moyennes. En Grèce, cette logique est poussée à l’extrême : avec la baisse de la taxe sur les bénéficiaires des entreprises

(de 25% à 10%) et la hausse des impôts sur la consommation, les employés et retraités supportent 55,5% de la charge fiscale, pour seulement 28% pour les entreprises. Un véritable “pillage fiscal” ! Et quand elles ne bénéficient pas d’impôts très bas, les multinationales comme Amazon et Google utilisent les différentiels de fiscalité selon les pays et les paradis fiscaux pour ne payer quasiment pas d’impôts. Par contre les contribuables paient pour renflouer les banques : en Irlande 40% du PIB a été injecté dans le secteur bancaire par les contribuables.

Les politiques de compétitivité consistent aussi à “modérer” voire réduire les salaires et les droits sociaux au plus grand bénéfice des entreprises. En Europe du Nord comme dans les pays du Sud, elles frappent les salariés de plein fouet :

- en Grèce, depuis 4 ans, le pouvoir d’achat a baissé de 37%, les conventions collectives qui garantissent les droits des travailleurs ont été tout simplement suspendues en 2011.
- au Portugal, le nombre de salarié.e.s couverts par des conventions collectives est passé de 1,5 million en 2010 à 300 000 en 2012.
- en Espagne, le niveau moyen des salaires est maintenant inférieur d’un tiers à celui de la zone euro et le gouvernement s’en félicite car cela “dope les exportations”.

En Europe du Nord, de telles politiques constituent un modèle pour la plupart des gouvernements :

– en Allemagne, le “modèle” basé sur la compression des salaires pour doper les exportations a fait exploser la pauvreté dans une partie de la société, et oblige aujourd’hui à établir un salaire minimum.

– avec la loi sur la sécurisation de l’emploi de 2013, la France s’est engagée dans la voie des “accords compétitivité-emploi” qui autorisent les entreprises à diminuer les salaires. Le Medef qui réclame la baisse des “charges” sociales et fiscales a été entendu, et à nouveau avec le “Pacte de Responsabilité”.

La compétitivité n’est cependant pas qu’une affaire fiscale ou sociale. En Grèce et en Roumanie, des mines d’or ont rouvert malgré les conséquences dramatiques pour l’environnement (avec notamment le déversement de cyanure en quantité). Partout en Europe, les lobbies de l’industrie extractive se mobilisent pour faire autoriser l’extraction de gaz de schiste, malgré les dangers notoires associés à cette pratique. La Pologne, fer de lance de l’exploitation du gaz de schiste en Europe, en subit aujourd’hui les conséquences.

Le désir d’attirer les grands investisseurs à tout prix conduit les décideurs européens, nationaux et locaux, à multiplier les privatisations avec pour conséquence des tarifs qui explosent pour les consommateurs. Les multinationales françaises ont été invitées

par le Président de la République grec à participer à cette grande braderie : Suez, candidate au rachat du service des eaux à Salonique, ou Vinci, qui a racheté les dix principaux aéroports du Portugal.

La “séduction” des investisseurs passe aussi par le financement de grands projets inutiles voire nuisibles, comme l’aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou la ligne de chemin de fer Lyon-Turin. Des projets au plus grand bénéfice du privé, dont l’utilité sociale est négligeable par rapport aux coûts économiques et environnementaux.

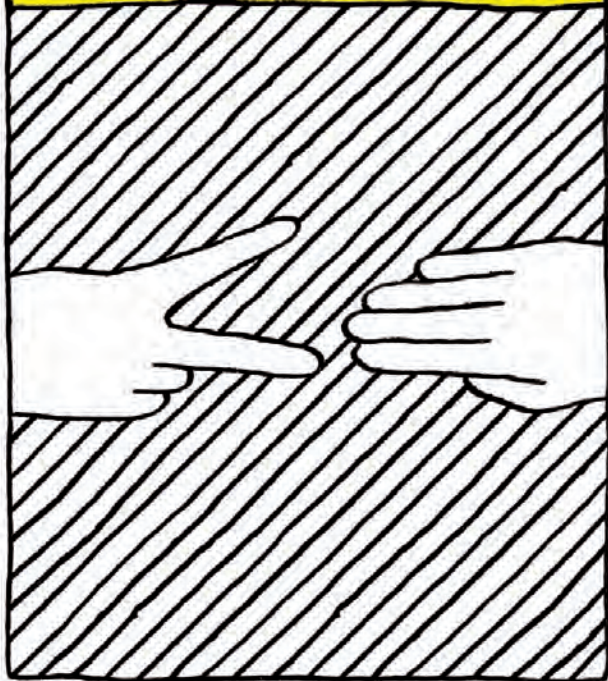
L’université et la recherche n’y échappent pas : elles doivent, elles aussi, se soumettre au dogme de la compétitivité, entrer dans des logiques de concurrence et trouver des financements privés. La recherche est entièrement tournée vers des rentabilités de court terme et les chercheurs de plus en plus soumis à cette logique de concurrence.

La mobilisation citoyenne a permis de rejeter l’accord commercial anti-contrefaçon (mieux connu sous le sigle ACTA) qui aurait signifié des reculs considérables pour le respect de la vie privée, des droits des citoyen.ne.s sur internet, pour l’accès aux médicaments génériques ou l’utilisation de semences paysannes. Avec l’ouverture de la négociation d’un accord transatlantique entre l’Union européenne et les Etats-Unis, ce sont les normes sociales, environnementales et sanitaires qui sont attaquées, parce que présentées comme

un obstacle à la “compétitivité”. Les entreprises pourraient attaquer les Etats devant des tribunaux arbitraux privés. Une mobilisation citoyenne des deux côtés de l’Atlantique s’organise pour faire échec à ce projet.

Ces politiques de compétitivité sont doublement mortifères : elles instituent la concurrence entre les peuples, plonge les Etats dans une guerre économique qui détruit les modèles sociaux issus de longs combats... Et contribue ainsi à la montée des courants nationalistes et xénophobes.

L'austérité :
une catastrophe économique,
une attaque radicale
contre les droits sociaux.



L'austérité est en quelque sorte une manière de socialiser le coût des politiques de compétitivité qui garantissent, elles, les profits privés.

Le principe est le suivant : avec la crise financière, le renflouement des banques, la crise économique et la récession, les gouvernements ont accumulés des dettes publiques importantes qui contraignent les budgets. Impossible pour eux de "faire marcher la planche à billets" (la Banque centrale européenne s'y oppose) ou d'augmenter les impôts sur les plus riches ou sur les entreprises, "compétitivité oblige". Il est délicat de se contenter d'accroître la pression fiscale sur les classes moyennes et populaires.

La solution choisie par les tenants de l'austérité pour équilibrer les dépenses et recettes consiste donc à sabrer dans les dépenses publiques. Cela passe par des coupes dans les effectifs et salaires de la fonction publique (et, donc, dans les services publics), ainsi que dans la protection sociale (chômage, santé, logement, retraites...).

En Grèce, au Portugal, en Espagne, on ferme des écoles et on licencie des enseignants.e.s. On ferme ou on privatise des hôpitaux, on brade les services publics au profit de multinationales et d'intérêts privés locaux.

La précarité de l'emploi et des conditions de vie devient la norme, les retraites sont sacrifiées, les jeunes sont condamné.e.s à l'émigration, la baisse du niveau de vie

est radicale en à peine deux ou trois ans, le renoncement à relever le défi écologique est cyniquement justifié par la crise économique et sociale.

Les pays du Nord de l'Europe ne sont pas en reste. En France, le président Hollande a annoncé un plan d'économie de 70 milliards d'euros sur l'ensemble de son quinquennat. En 2010, le gouvernement britannique a mis en place un plan d'austérité sur 5 ans à hauteur de 90 milliards d'euros de coupes, soit 14% des dépenses. Avec au programme, suppression d'allocations sociales, relèvement à 66 ans de l'âge de départ à la retraite, privatisations partielles ou totales (santé, police, services sociaux, services publics locaux...).

Cette politique contient pourtant son propre échec : la récession qu'elle organise accroît les déficits et la dette publique dans toute l'Europe. Cet échec justifie de nouvelles coupes qui aggravent la crise. L'austérité est donc un programme sans fin de démantèlement du droit du travail et de la protection sociale, ainsi que de privatisation des services publics.

Ses résultats sont catastrophiques à tous égards : les taux de chômage atteignent des sommets supérieurs à ceux atteints lors de la crise des années 30 : près de 30% en Grèce et au Portugal. Celui des jeunes est vertigineux : 63% en Grèce, 57% en Espagne. Cette politique brutale accroît les inégalités. La justice sociale, l'aspiration démocratique, l'émancipation humaine deviennent des obstacles qu'il faut réduire.

Le cas grec

De 2010 à 2012, le pouvoir d'achat a chuté de 50% en Grèce. Les mesures d'austérité ont brisé la consommation intérieure, les entreprises n'ont plus de débouchés, les faillites se multiplient. Le PIB s'est rétracté de 25% de 2009 à 2012. Le chômage a été multiplié par 3 entre 2009 et 2012. En 2013, sur les 1,3 million de chômeurs, seulement 200 000 bénéficiaient d'allocations allant de 180 à 468€. Les jeunes paient un très lourd tribut, avec 56,4% de chômage. De nombreux n'ont qu'un souhait : émigrer.

La pauvreté atteint des records avec plus d'une personne sur 5 en dessous du seuil de pauvreté. Pour la première fois depuis 1950, la mortalité infantile a augmenté. Les coupes budgétaires ont eu des conséquences dramatiques : l'exemple de la santé en témoigne. Depuis 2010 le financement des hôpitaux publics a diminué de 40% alors que, dans le même temps, la demande de soins hospitaliers augmentait de 24%. La réduction du personnel et la détérioration des infrastructures ont gravement réduit l'accès aux soins.

Ainsi la Troïka n'a pas sauvé la Grèce : elle l'a plongée dans le chaos. La dette et les déficits ont explosé et la divergence de compétitivité s'est accrue entre la Grèce et les autres pays de l'Union européenne. La Grèce n'est pas un cas isolé, loin de là, même si elle a connu le "traitement" le plus brutal.

Un édifice antidémocratique
dont la finance
est la clé de voûte.



Il suffit de le constater : les politiques d'austérité et de compétitivité, censées répondre à la crise, ne font que l'empirer. L'austérité crée la récession et détruit les économies européennes. Les politiques de compétitivité mettent en péril le contrat social et n'ont jamais tenu leurs promesses en matière d'emploi. Les profits explosent et la précarité se généralise...

Non seulement ces politiques sont des dangers pour nos sociétés, mais elles apparaissent de plus en plus comme la négation même du principe de démocratie, en témoignent les mécanismes institutionnels anti-démocratiques qui contribuent à l'application du dogme austérité-compétitivité :

– la Troïka, constituée de trois instances non-élues, impose des politiques désastreuses dans les pays d'Europe surendettés. Au nom de la crise de la dette publique, elle agit comme un pompier pyromane. Les parlements nationaux enregistrent, sans débat.

– la crise de la dette publique en Europe a été aggravée par la politique irresponsable de la Banque centrale qui a poursuivi une politique monétaire en faveur des intérêts des banques privées. Au final, la spéculation par les banques sur les dettes souveraines leur a permis de dégager des profits considérables.

– les mécanismes de contrôle des budgets nationaux définis par le Traité budgétaire adopté en 2012 et plusieurs paquets de directives européennes

(“Six-pack”, “two-pack”). Ils définissent une “gouvernance économique” qui soumet les budgets nationaux à un strict contrôle par la Commission européenne, avant même l’examen devant les parlements nationaux – devenus simples chambres d’enregistrement. Pire, des sanctions automatiques sont prévues contre les Etats en cas de non-respect de leurs engagements

La démocratie est-elle devenue un vain mot ?

Aux mécanismes institutionnels créés pour réduire les choix des élu.e.s, s’ajoute le cynisme de dirigeants ayant un programme de “changement”, qui une fois élus confortent la mainmise des plus riches. A titre d’exemple, François Hollande s’était engagé, pendant la campagne présidentielle, à rompre avec l’austérité en Europe et à renégocier le traité budgétaire. Aussitôt élu, il l’a pourtant aussi tôt fait ratifier !

Une des causes profondes de cette fuite en avant austéritaire, faite de reculs sociaux, démocratiques et de destruction de la nature, est avant tout le choix des dirigeants européens de ne pas s’opposer à la finance. Le pouvoir économique considérable dont jouissent les multinationales et les moyens démesurés qu’elles emploient pour influencer la décision publique contribuent indéniablement à faire pencher la balance en leur faveur.

Mais force est de constater que la démission des élu.e.s leur facilite la tâche. En adhérant au dogme de l'austérité et de la compétitivité, ils deviennent des "managers" d'un territoire ou d'un pays, dont le rôle consiste à attirer entreprises et investissements privés tout en comprimant les dépenses. Dès lors, sont-ils encore les représentant.e.s de leurs électeurs ?

Ce renoncement n'est pourtant pas inéluctable, loin de là ! Des propositions existent, pour mettre au pas la finance, et dégager des marges de manœuvres budgétaires pour promouvoir des politiques sociales et écologiques. De nombreux mouvements se sont développés partout en Europe. Ils portent ces alternatives pleines d'espoir.

Des luttes sociales
en Europe.



Le plus emblématique des mouvements nés de la contestation des politiques austéritaires en Europe est le mouvement des places. Celui-ci a débuté en Espagne, le 15 mai 2011. Des dizaines de milliers d'étudiant.e.s, de chômeurs et chômeuses, d'actifs et de citoyen.ne.s de tous âges ont exprimé leurs colères. Ils appelaient à une vraie démocratie. Inspiré.e.s par les révolutions des peuples arabes, ils ont décidé de camper sur la place centrale de Madrid. Cette initiative faisait suite à une manifestation historique au Portugal à l'initiative de jeunes précaires ; elle a aussi essaimé en Grèce, où un mouvement des Indigné.e.s s'est installé sur la place Syntagma, en face du Parlement grec.

Ces mobilisations ont contribué à mettre en mouvement, contre la résignation ambiante, des centaines de milliers de personnes. Elles ont préparé le terrain pour des victoires importantes contre les expulsions locatives, ou contre le projet de privatisation des hôpitaux dans la région de Madrid, abandonné en février 2014 après plus d'un an de mobilisation.

En Grèce, le mouvement des places a initié de vastes mobilisations contre la privatisation de l'eau, la réouverture des mines d'or, ou encore des initiatives de solidarité locale comme celle des dispensaires sociaux autogérés. Les assemblées de quartiers ont permis un renouveau de la gauche, qui s'est aussi traduit par les succès électoraux de Syriza (parti de la gauche grecque). Ce mouvement a donc à la fois obtenu des victoires concrètes et contribué à renouveler

le paysage de la contestation sociale aux plans syndical et politique.

Le mouvement des places a aussi contribué, en lien avec les centrales syndicales des pays du Sud de l'Europe, à l'organisation d'une grève générale simultanée en Espagne et au Portugal, le 14 novembre 2012, avec des manifestations contre l'austérité organisées le même jour dans la plupart des pays européens.

En Italie, en 2010, la mobilisation des comités citoyens pour l'eau publique a permis de mettre un coup d'arrêt à la privatisation de l'eau. Cette mobilisation populaire a permis de rassembler les signatures nécessaires pour l'organisation d'un référendum abrogatif organisé en 2011. Malgré la désinformation, la privatisation a été massivement rejetée, avec une participation record. Validant ainsi le slogan des comités citoyens "Ça s'écrit EAU, mais ça se lit démocratie !"

En France, c'est le projet de nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes, qui cristallise la colère citoyenne contre un modèle de société où le développement économique se fait contre la nature et contre les peuples. La France a également connu à partir de 2011 un vaste mouvement populaire contre l'exploitation des gaz de schiste, qui a abouti à la mise en place d'un moratoire sur l'exploitation de ces hydrocarbures non conventionnels. A ce mouvement, fait écho la forte mobilisation anti-gaz de schiste en Pologne, où paysan.ne.s et citoyen.ne.s ont provisoirement

empêché la multinationale états-unienne Chevron d'exploiter le sous-sol.

L'Europe de l'Est et les Balkans ont connu une séquence de mobilisations historiques, avec des manifestations très importantes en Roumanie, en Bulgarie, et plus récemment en Bosnie et en Slovénie.

En Allemagne, devant la Banque centrale européenne, les mobilisations "Blockupy Francfort", organisées depuis 2012, dénoncent l'Europe de la finance. En Grande-Bretagne, la *Coalition of Resistance*, qui rassemble syndicats, mouvements citoyens et les *No cuts*, est à l'origine de manifestations sans précédent depuis des décennies contre le plan d'austérité drastique du gouvernement Cameron.

Ces mouvements discutent ensemble, se rencontrent à l'occasion permettant la création de réseaux de mobilisation européens, c'est le cas sur la santé, sur le logement. Si une riposte générale n'est pas encore à l'ordre du jour, ces mouvements constituent néanmoins des embryons nécessaires pour dessiner des alternatives nationales mais aussi européennes.

Conclusion

Dans de nombreux pays, les citoyen.ne.s s'organisent et se mobilisent. Au plan local ou national, articulées ou non au plan européen, ces mobilisations contribuent à des victoires contre les politiques néolibérales, et ouvrent la voie à des ruptures politiques. Celles-ci impliquent l'émergence de forces politiques progressistes, à laquelle les mouvements sociaux contribuent tout en gardant une autonomie exigeante.

Attac soutient les mouvements qui agissent contre les diktats de la finance, de l'austérité et de la compétitivité, contre cette Union européenne des oligarchies, construite par et pour elles. La coordination entre ces mouvements au plan européen doit jouer un rôle important. Attac France œuvre avec le réseau des Attac d'Europe à construire un espace de réflexion et d'action pour tous ceux et toutes celles qui souhaitent faire avancer un projet démocratique et la construction d'un avenir commun.

Après l'Université d'été européenne des mouvements sociaux, à Paris du 19 au 23 août 2014, lieu d'échange, de débats et de coordination pour les mouvements européens, Attac sera à Francfort à l'automne 2014 lors des importantes mobilisations qui seront organisées à l'occasion du déménagement de la Banque centrale européenne et qui seront un autre moment de coordination des luttes, l'expression d'une résistance globale et du passage à l'offensive des mouvements sociaux.

En France et en Europe, mobilisons-nous !

A lire

Coalition européenne Alter Sommet pour une Europe sociale, écologique et féministe
<http://www.altersummit.eu>

Campagne internationale de solidarité avec la Grèce :
<http://bit.ly/1hldgVh>

Forum alternatif mondial de l'eau : www.fame2012.org

Coordination européenne pour le droit au logement (anglais) : <http://europeandayofactionforhousingrights.wordpress.com>

Site international Blockupy Francfort (anglais) :
<https://blockupy.org/en/>

La plateforme Democracia Real Ya du mouvement 15M (espagnol) : <http://www.democraciarealya.es/>

Le collectif français Stop-Tafta contre l'accord transatlantique : <https://www.collectifstoptafta.org/>

Portail de la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes : <http://zad.nadir.org/>

Coordination française contre les gaz de schiste :
<http://www.nongazdeschiste.fr/>

Que faire de l'Europe ?

Désobéir pour reconstruire.

Les liens qui libèrent, avril 2014

À commander sur

<http://attac.org/l/3x3>





maquette et illustrations :
Stéphane Dupont et Paul Cox
impression : Roto Montreuil
édité par Attac France
avril 2014

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
www.france.attac.org